

report 220.500

Chapitre XIII. - SERVICES D'INTÉRÊT SOCIAL ET ECONOMIQUE (Matériel)

Article 1 ^{er} - Service de Santé-Service Central	500
— 2. - Ambulances - Infirmeries	1.000
— 3. - Service sanitaire maritime	6.000
— 4. - Hygiène publique	27.500
— 5. - Assistance publique	12.200
— 6. - Assistance médicale indigène	40.000
— 7. - Instruction publique	10.500
— 9. - Enseignement technique et professionnel	20.000
— 10. - Dépenses des exercices clos	1.800
	119.500

Chapitre XIV. - DÉPENSES DIVERSES (Personnel)

Article 1 ^{er} - Allécations temporaires	1.000
— 2. - Allocations exceptionnelles	9.000
	10.000
Total	350.000

ARRÊTÉ No. 141 convoquant le collège électoral partiel pour élection d'un membre titulaire de la Chambre de Commerce de Lomé.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République, p. i.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 8 Décembre 1924 portant réorganisation de la Chambre de Commerce de Lomé, modifié par l'arrêté du 28 Février 1925;

Vu l'arrêté du 5 Mars 1925 approuvant la liste des électeurs suivant procès-verbal de la Commission spéciale en date du 28 Février 1925;

Vu l'arrêté du 20 Mars 1925 convoquant pour le 12 Avril 1925 le collège électoral pour le renouvellement de la Chambre de Commerce de Lomé;

Vu le procès-verbal en date du 12 Avril 1925 du Président du Bureau électoral relatant le résultat des élections du 12 Avril 1925 et constatant la non-élection, faute de la majorité absolue stipulée par le paragraphe 1^{er} de l'article 18 de l'arrêté du 8 Décembre 1924, du membre titulaire originair et des Territoires placés sous mandat B;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les électeurs originaires des Territoires placés sous mandat B français ou des possessions européennes de la Côte Occidentale d'Afrique, inscrits sur la liste approuvée par l'arrêté du 5 Mars 1925, sont convoqués pour le mercredi 22 Avril, afin d'élire le membre indigène titulaire de la Chambre de Commerce de Lomé.

Les élections auront lieu, à Lomé, dans la salle d'audience du Tribunal de Cercle, sous la présidence de l'Administrateur Commandant de Cercle de Lomé ou de son adjoint, assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin.

Le scrutin sera ouvert de 9 heures à 11 heures du matin.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 8 Décembre 1924, les électeurs absents de Lomé ou non-domiciliés dans cette ville, pourront adresser leur bulletin au président du Bureau sous double enveloppe dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur; faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne sont pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Le Chef du Secrétariat Général, le Commandant de Cercle de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Lomé, le 17 Avril 1925

FOURNIER.

ARRÊTÉ No. 142 complétant l'arrêté No. 47 du 5 Février 1925 portant classification des marchés des Cercles du Territoire.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République, p. i.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 Juillet 1922 réglementant les patentes et licences;

Vu l'arrêté du 17 Juin 1924 portant modification au tableau de classification et fixation du taux des patentes et licences annexé à l'arrêté du 31 Juillet 1922;

Vu l'arrêté du 5 Février 1925 portant création d'un Service d'inspection des produits naturels destinés à l'exportation;

Vu l'arrêté du 5 Février 1925 fixant les conditions de circulation, de mise en vente et d'exportation des amandes et huiles de palme, du cotou, du cacao et du coprah;

Vu le décret du 24 Mars 1923 déterminant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'arrêté du 24 Mai 1923 déterminant les conditions d'application du décret relatif à l'exercice des pouvoirs disciplinaires des chefs de circonscription ou de subdivision et portant énumération des infractions passibles des peines disciplinaires;

Attendu que l'ouverture à la circulation de la route d'Atakpamé à Okpaloué nécessite la création d'un marché dans cette dernière localité;

Sur la proposition du Commandant de Cercle d'Atakpamé et après avis de la Chambre de Commerce;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, paragraphe 5 de l'arrêté du 5 Février 1925 est complété ainsi qu'il suit :

Atakpamé: 1^o) Okpaloué (mardi)

ART. 2. — Le Commandant de Cercle d'Atakpamé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié partout où besoin sera et inséré au Journal Officiel du Togo;

Lomé, le 17 Avril 1925

FOURNIER.

ARRÊTÉ No. 144bis autorisant le placement d'une somme de Quatre Millions Neuf Cent Mille francs appartenant à la Caisse de Réserve du Budget local du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République, p. i.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo.

Vu le décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des Colonies;

Vu les disponibilités de la Caisse de Réserve du Service local qui présente un solde liquide de 5.454.832 francs 91.

Vu le câblogramme ministériel N° 45 approuvant un versement anticipé à la Caisse de Réserve dans le but de placer une partie du disponible du solde créditeur de l'exercice 1924;

Le Conseil d'Administration entendu;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le placement, en bous du Trésor à un an, d'une somme de Quatre Millions Neuf Cent Mille francs (4.900.000 frs.) appartenant à la Caisse de Réserve du Budget local du Territoire du Togo placé sous le mandat de la France.

ART. 2. — Le Trésorier-Payeur et le Chef du Bureau des Finances, Ordonnateur délégué, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au Journal Officiel du Territoire.

Lomé, le 20 Avril 1925

FOURNIER.

CIRCULAIRE

aux Commandants de Cercle au sujet du coton

Grâce aux efforts accomplis par tous aussi bien européens qu'indigènes, la prospérité du Territoire du Togo placé sous notre mandat s'accroît chaque année davantage. La progression constante des exportations s'accroît encore par suite de la production de nouvelles plantations, du meilleur entretien des anciennes et de l'extension des cultures annuelles.

Cependant il ne suffit pas de créer de nouvelles sources de richesses il faut encore les sauvegarder contre les déprédations des parasites.

Cette partie du programme économique n'est pas la moins importante et comprend une série de mesures de protection.

Les exemples abondent de pays se trouvant dans la plus grande prospérité qui ont été ruinés en peu de temps par les ravages d'un petit insecte d'aspect anodin ou d'une maladie microscopique. Quelquefois la lutte a été possible, bien souvent il a fallu l'abandonner et changer de culture. Dans l'un et l'autre cas le pays a traversé une redoutable crise économique.

En France l'histoire du phylloxera est connue de tous. A Ceylan la culture du théier a dû remplacer celle du caféier qui avait enrichi ce pays pendant de nombreuses années, l'Irlande fut plongée au siècle dernier dans les plus affreuses disettes provoquées par une maladie de la pomme de terre. Enfin de nos jours le problème du ravitaillement en coton des manufactures d'Europe est de plus en plus angoissant, divers parasites, plus particulièrement un très petit charançon, l'Anthonomus Grandis ou Mexican Cotton Poll Wevil, détruisant chaque année le tiers au moins de la récolte des Etats-Unis d'Amérique.

Il importe donc que le Togo soit épargné, par l'adoption de mesures préventives, des parasites qui pourraient lui causer des pertes ruineuses.

Le coton constituant une des plus importantes productions du Territoire, il doit retenir toute notre attention, tussi je vous demande de vouloir bien faire les prescriptions suivantes aux cultivateurs indigènes.

Les cultures de coton devront être strictement annuelles. Après la récolte et dès que les pluies commenceront à devenir fréquentes, tous les cotonniers seront arrachés et brûlés après séchage sur place.

Selon les régions et l'année, l'époque d'arrachage des cotonniers pourra varier, mais, pour l'ensemble du Territoire, elle se placera entre le 15 Mars et le 15 Avril.

Je fais appel à toute votre vigilance pour l'application de cette mesure importante et vous prie de vouloir bien donner dans ce but des instructions à tous les agents placés sous vos ordres.

Lomé, le 20 Avril 1925

Le Commissaire de la République, p. i.

FOURNIER.

ARRÊTÉ No. 169 chargeant les Commandants de Cercle de procéder à la constatation de l'encaisse en monnaies anglaise et allemande des agences spéciales à la date du 30 Avril 1925.

Le Gouverneur des Colonies,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commissaire de la République, p. i.

Vu le décret du 23 Mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 Octobre 1923 autorisant notamment le Commissaire de la République à fixer un cours à la monnaie anglaise dans le Territoire du Togo, promulgué par arrêté No. 233 du 24 Novembre 1923;

Vu l'arrêté No. 8 du 11 Janvier 1924 fixant provisoire